

Dans l'action le 29 septembre et après !

Cet été a été marqué par les effets catastrophiques du dérèglement climatique, conjugués à la baisse continue des moyens alloués aux services publics et à la protection civile. La FSU Territoriale rend hommage aux quatre collègues pompiers qui ont donné leur vie pour combattre les flammes.

Les épisodes caniculaires à répétition, la sécheresse exceptionnelle impactant la production agricole et les incendies d'une ampleur inédite démontrent l'urgence pour le gouvernement de s'atteler au sujet écologique. Il est impératif d'agir à la fois pour une transition écologique rapide et socialement juste, ainsi que pour adapter l'existant à la nouvelle réalité climatique.

Pour les agent.e.s dont le travail est impacté par cette nouvelle réalité, il faut continuer à se battre au côté des collègues dans les collectivités pour qu'ils ne perdent pas d'heure ou que l'employeur leur impose de récupérer les heures en cas de fermeture des lieux de travail. Au plan national, la réglementation doit prendre en compte ces contraintes en modifiant les dispositions sur le temps de travail. **Il est en outre nécessaire de mettre à jour nos revendications et stratégies pour intervenir face aux employeurs dans ce nouveau contexte. Dans cette perspective, une journée d'étude sera organisée lors du premier trimestre 2027. Il faudra en outre travailler avec la FSU l'articulation des revendications autour des fermeture d'établissements scolaires, qui n'ont pas les mêmes conséquences pour les agent.e.s des collectivités et les personnels de l'EN.**

Il faut ajouter à ce contexte la crise de l'énergie provoquée par les guerres, notamment en Ukraine et au Moyen-Orient. L'inflation continue des biens de consommation courante et l'explosion du prix des carburants alimentent la crise sociale et la colère des travailleuses et des travailleurs. Si ces deux théâtres ont des incidences tangibles sur nos conditions de vies, ils ne doivent pas faire oublier les massacres en Palestine, au Soudan, au Congo et ailleurs. Notre syndicat réaffirme son opposition à la guerre et son exigence de trouver la voie d'une paix juste.

Notre syndicat réaffirme son opposition à la guerre et son exigence de trouver la voie d'une paix juste. Sous prétexte de se préparer à la guerre, le budget 2027 ne doit pas faire payer aux travailleuses et aux travailleurs, aux services publics, à la protection sociale et aux plus vulnérables l'augmentation des budgets militaires. L'Etat doit surtout cesser de préserver les cadeaux fiscaux accordés aux grands patrons et aux actionnaires

C'est pourquoi la FSU Territoriale considère que les premières annonces budgétaires du gouvernement ne sont pas à la hauteur des enjeux de la période. Les 54 milliards d'euros de coupes budgétaires annoncées s'apparentent à un véritable jeu de massacre social. Les annonces du Premier ministre sont en effet scandaleuses : désindexation des retraites, gel des APL, non cumul de l'AAH et de l'ASS... Il s'agit encore une fois d'épargner les plus riches et taper sur le plus grand nombre.

Pour la Fonction publique, l'annonce du gel du point d'indice pour 2027, après le durcissement des contrôles des arrêts maladie et les restrictions concernant les autorisations spéciales



d'absence, s'apparente à une nouvelle provocation, alors que l'absence de revalorisation salariale a conduit plus de 850 000 agent.e.s, principalement dans la fonction publique territoriale, à voir leur traitement indiciaire passer sous le salaire minimum depuis le 1er juin et l'augmentation automatique du SMIC. Affaiblir le service public et la protection sociale touche particulièrement les femmes, majoritaires dans la fonction publique et plus exposées à la précarité.

Le manque de moyens est également au cœur des enjeux autour de la loi intégrale contre les VSS faites aux femmes et aux enfants. Pour la FSU Territoriale cette loi est indispensable et nécessite que le financement de l'Etat soit à la hauteur. La FSU Territoriale poursuit sa mobilisation pour que les professionnel.le.s aient les moyens d'assurer leurs missions en prévention, protection de l'enfance, périscolaire, etc.

Dans ce contexte et à l'approche des élections pro, le syndicalisme, en particulier le nôtre, doit montrer qu'il est toujours une force sur laquelle les agent.e.s peuvent compter. Il est donc important de réussir la journée de grève du 29 septembre, à la fois pour mettre la pression sur le gouvernement et poser les bases d'un mouvement qui s'inscrit dans la durée, et pour soutenir les luttes locales dans les collectivités, où il est nécessaire de continuer à mettre la pression sur les employeurs afin de revaloriser les salaires, notamment par le biais du régime indemnitaire, et d'améliorer les conditions de travail.

Dans une période de pré-campagne présidentielle qui voit certain.e.s candidat.e.s multiplier les déclarations démagogiques, cette journée doit permettre aussi de peser pour mettre les questions sociales et celles relatives aux services publics au cœur du débat public.

Pour répondre à ces enjeux, la FSU Territoriale dépose un préavis de grève pour le mois d'octobre afin de soutenir les mobilisations locales et créer les conditions d'un appel à poursuivre la mobilisation du 29 septembre.

Motion adoptée à l'unanimité par le Bureau délibératif national

